

LE TROMBINOSCOPE

Numéro spécial « Les Prix du Trombinoscope » - Hors-série Février 2022

30^e cérémonie des Prix du Trombinoscope

Les lauréats 2021



La personnalité politique
Valérie Pécresse



La ministre
Sophie Cluzel



La députée
Yaël Braun-Pivet



Le sénateur
Claude Malhuret



La révélation politique
Sandrine Rousseau



L'élue locale
Carole Delga



L'europpéen
Stéphane Séjourné

BKI

BKI CONSULTING



25 Bld Malesherbes, 75008 Paris - Tel : 01 53 30 70 01
secretariat.general@bki-consulting.fr

WWW.BKI-CONSULTING.FR

LE JURY DU TROMBINOSCOPE 2021

Président du jury



Christophe Barbier



Ludovic Fau
LCP AN



Christopher Baldelli
Public Sénat



Sonia Mabrouk
Europe 1 / CNEWS



Nathalie Mauret
Groupe Ebra



Yves Thréard
Le Figaro



Ludovic Vigogne
L'Opinion

LES PRIX DU TROMBINOSCOPE

LA PERSONNALITÉ POLITIQUE

parrainé par 

LA MINISTRE

LA RÉVÉLATION POLITIQUE

LA DÉPUTÉE

LE SÉNATEUR

L'ÉLUE LOCALE

parrainé par  CHAMBRE DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE

1^{er} ACCELERATEUR DES ENTREPRISES

L'EUROPÉEN

Valérie Pécresse : la modernité cérébrale

Il est plus facile de dire qui n'est pas Valérie Pécresse que de dire qui elle est.

Valérie Pécresse n'est pas la caricature qu'en dressent à la moindre occasion ses adversaires : une Versaillaise à chevelure lisse et idées raides, et à tendance réactionnaire. Non qu'elle soit furieusement progressiste, bien sûr, son combat contre le mariage homosexuel l'ayant illustré. Mais elle est moderne, c'est-à-dire très attachée à maintenir le pays à la proue d'un monde qui bouge sans cesse. Elle débarque dans la vie du pouvoir en 1997, comme conseillère auprès du président de la République pour l'aider à comprendre la société de l'information, à l'époque où Jacques Chirac était brocardé pour son manque de maîtrise du « mulot » devant l'ordinateur... C'est à ce moment-là, sans doute, qu'elle fait son entrée dans les pages du Trombinoscope... Par la suite, elle embrasse d'emblée le combat pour l'environnement et contre le changement climatique, alors que nombreux sont les élus de droite qui ricanent. Ministre, en 2007, elle dote sans tarder les universités de cette « autonomie » qui les arrache le plus possible aux corporatismes post-soixante-huitards et les rend compétitives. Enfin, présidente de la région Ile-de-France, elle installe ses bureaux en banlieue, consciente des enjeux territoriaux et de la symbolique qui doit les accompagner.

Valérie Pécresse n'est pas, n'en déplaise à ses détracteurs extrémistes, le clone d'Emmanuel Macron, mais une vraie femme de droite, qui

« Valérie Pécresse n'est pas, n'en déplaise à ses détracteurs extrémistes, le clone d'Emmanuel Macron, mais une vraie femme de droite, qui assume les valeurs de son camp et ne cherche pas à dépasser les clivages politiques... »

assume les valeurs de son camp et ne cherche pas à dépasser les clivages politiques dans ce qui lui apparaît être une confusion molle. En matière de lutte contre la drogue, de politique migratoire, de conception de la famille, elle a formulé des propositions carrées... dont certaines, trop radicales, n'ont d'ailleurs pas pu passer dans la réalité. La finale de la primaire LR a, de fait, confronté ses deux candidats les plus à droite.

Valérie Pécresse n'est pas une grande politique, mais c'est une femme d'État. Elle n'a pas bâti un personnage rompu au contrôle des partis ni au machiavélisme de la relation humaine. Elle n'a pas non plus développé un charisme propre à électriser les foules ou à faire bondir les audiences télévisées. Bref, elle n'est ni François Mitterrand, ni Nicolas Sarkozy, ni

Eric Zemmour. Elle a d'ailleurs elle-même confié la recette de son cocktail politique : « Deux tiers Merkel, un tiers Thatcher ». Un mélange qui ne promet pas beaucoup d'ivresse jubilatoire, mais qui est un gage de sérieux. Valérie Pécresse propose aux électeurs de la compétence, de la gestion et de la raison. C'est une céré-

brale plus qu'une sentimentale, une rationnelle plus qu'une émotionnelle. Elle le revendique d'ailleurs d'une formule : « Je suis là pour faire, pas pour plaire ». Sauf que pour être élue et présider la France, il lui faudra séduire en plus de convaincre, entraîner en

SES PRÉDÉCESSEURS

2016
François Fillon

2017
Nicolas Hulot

2018
Xavier Bertrand

2019
Yannick Jadot

2020
Anne Hidalgo



Valérie Pécresse

Née le 14/07/67

HEC - ENA (1992)

Auditrice, puis maître des requêtes au Conseil d'État (1992-2015)

Conseillère auprès du chef du service juridique et technique de l'information et de la communication (1993-98)

Commissaire du Gouvernement près l'assemblée du contentieux du Conseil d'État (1995-98)

Chargée de mission (1998-2000), puis conseillère technique (2000-02) à la présidence de la République

Secrétaire générale adjointe, chargée des études (2002-04), porte-parole (2004-07), conseillère politique (2008-13), puis secrétaire générale déléguée (2013-15) de l'UMP

Députée des Yvelines (2002-07 et 2012-16)

Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (2007-11), puis du Budget, des Comptes publics et de la Réforme de l'État, porte-parole du Gouvernement (2011-12)

Présidente du groupe UMP au conseil régional d'Ile-de-France (2010-15)

Présidente de la Fondation S'engager contre l'échec scolaire (depuis 2014)

1ère vice-présidente de l'ARF, devenue Régions de France (depuis 2016)

Présidente du CA de l'établissement public d'aménagement Paris-Saclay et du CA de l'établissement public foncier Ile-de-France (depuis 2016)

Présidente du Syndicat des transports d'Ile-de-France (depuis 2016)

Présidente de l'Observatoire régional de la santé d'Ile-de-France (2016-17)

Présidente du CA de Grand Paris Aménagement (depuis nov 2018)

Présidente de la commission du Règlement du conseil régional d'Ile-de-France

(2019-21)

Présidente du conseil régional d'Ile-de-France (depuis 2015)

plus d'intéresser, enthousiasmer en plus de rassurer. Pour pouvoir faire, il faut d'abord plaire.

Si Valérie Pécresse est la « Personnalité de l'année 2021 », c'est grâce à sa double victoire. Aux élections régionales de juin dernier, elle a battu toutes les gauches réunies ; lors du Congrès-Primaire des Républicains, elle a battu toutes les droites alignées. Pour gagner la première bataille, la présidente sortante de la Région Ile-de-France a su récupérer une partie de l'électorat macroniste, préfé-

rant une droite gestionnaire à une gauche dogmatique. Pour gagner la seconde, elle doit récupérer une partie de l'électorat filloniste de 2017, encore aujourd'hui acquise au chef de l'État.

En est-elle capable ? Il lui faut surmonter trois défis. Le premier est celui du charisme : elle doit « fendre l'armure », montrer une authenticité et une empathie qui ne se décrètent pas, que nul conseiller ne peut fournir clefs en mains ; elle est pertinente, elle doit être brillante. Le second défi est plus lourd, mais plus classique. Nul ne conteste à Valérie Pécresse la compétence nécessaire pour piloter l'administration, ni la capacité à former un gouvernement, mais elle n'a pas encore une grande crédibilité intellectuelle en géopolitique. Dans le monde contemporain, c'est à l'international qu'un président sert bien la France. Enfin, dernière épreuve : elle doit pétrir ce mélange d'humour, d'autodérision, d'esprit, de culture dont on fait les meilleurs friandises politiques. Le peuple français veut moins que tout s'ennuyer à regarder agir son président. Valérie Pécresse est une personnalité, il lui reste à devenir un personnage.

Christophe Barbier

Sophie Cluzel

Le handicap, plus qu'un ministère

Oui, c'est un secrétariat d'État. Mais en retraçant le parcours de Sophie Cluzel, d'aucuns auraient envie de s'affranchir de l'inexactitude administrative pour reconnaître à sa juste valeur un quinquennat d'action publique et des années d'un engagement constant. Si dans son livre paru il y a quelques jours, la secrétaire d'État appelle à « changer de regard sur le handicap », le sien ne semble pas dévier. Enfin, hormis une courte escarmouche infructueuse en PACA où sa candidature éphémère aux élections régionales sera finalement sacrifiée sur l'autel des calculs politiques par un exécutif soucieux de semer les graines de

la discorde chez LR.

Qu'à cela ne tienne, Sophie Cluzel attendra pour se soumettre pour la première fois au suffrage des Français et s'attèle à faire avancer ses dossiers. Sous la présidence d'Emmanuel Macron, rares sont ceux qui peuvent afficher une telle longévité dans une même fonction. La secrétaire d'État chargée des Personnes handicapées

fait figure de rescapée du Gouvernement Philippe I aux côtés de ses illustres collègues Le Drian, Le Maire, Blanquer et Vidal, véritables insubmersibles de la Macronie. Il faut dire que son portefeuille n'est pas le plus exposé, mais il a fallu tout de même survivre aux nombreuses crises politiques d'un quinquennat tumultueux, de l'affaire Benalla aux Gilets Jaunes, qui – après deux ans de pandémie – paraissent aujourd'hui si lointains.

Et pourtant Sophie Cluzel et son

secrétariat d'État ont tracé leur route à travers le chemin sinueux, tortueux parfois, dessiné par les nombreux « tournants » du quinquennat. Du « plan autisme » de 2017 jusqu'aux récents bras de fer avec les départements pour faire

« Sophie Cluzel et son secrétariat d'État ont tracé leur route à travers le chemin sinueux, tortueux parfois, dessiné par les nombreux « tournants » du quinquennat. »

appliquer les fameux « droits à vie », Sophie Cluzel s'est battue pour « normaliser le regard »

sur le handicap et simplifier la vie quotidienne des personnes handicapées. Une ligne qui a parfois manqué d'ambition de l'avis de certaines associations qui travaillent dans le milieu du handicap, qui avaient placé beaucoup – peut-être trop ? – d'attentes et d'espoirs dans l'une des leurs.

Parce que c'est bien de cette culture associative et militante que se nourrit Sophie Cluzel depuis la naissance de sa fille, atteinte de trisomie 21. Une rupture on ne peut plus personnelle qui a décidé

SES PRÉDÉCESSEURS

2016

Bernard Cazeneuve

2017

Jean-Michel Blanquer

2018

Agnès Buzyn

2019

Gérald Darmanin

2020

Bruno Le Maire



la future secrétaire d'État à quitter son poste au sein de l'entreprise Descamps pour fonder une association d'aide à la scolarisation d'enfants en situation de handicap. Pendant des années, Sophie Cluzel apporte sa pierre à l'édifice du soutien aux enfants handicapés en milieu scolaire, en mettant en lien les familles avec des auxiliaires de vie, notamment. Son engagement associatif est rapidement reconnu institutionnellement, puisqu'elle participe à la rédaction de la loi de 2005 sur le droit à une compensation du handicap.

Quand elle rentre au Gouvernement en 2017, Sophie Cluzel gravite donc depuis des années autour de l'action publique en matière de handicap, mais c'est bien l'appel à la « société civile » d'Emmanuel Macron qui lui fait sauter le pas. Cinq ans plus tard, elle semble rompue à l'exercice du pouvoir, notamment quand elle négocie l'opérationnalisation des « droits à vie » avec les exécutifs départementaux chargés des Maisons départementales pour les personnes handicapées (MPDH). C'est un portefeuille technique dont Sophie Cluzel a eu la charge pendant ce quinquennat, où la matière est souvent aride, les blocages parfois désespérants et les arbitrages toujours difficiles à

Sophie Cluzel
Née le 07/01/61
Master de l'École supérieure de commerce de Marseille
Directrice chargée de l'implantation aux États-Unis de la marque de bateaux Guy Couach (1982-85)
Contrôleuse de gestion chez Esso (1985-87)
Responsable de l'animation et du suivi des magasins du groupe Descamps (1987-95)
Fondatrice et présidente de Grandir à l'école (1999-2017)
Présidente-fondatrice de Sais92, collectif d'associations de parents d'enfants handicapés (2000-17)
Vice-présidente de la commission départementale du Handicap-CDA des Hauts-de-Seine (2006-17)
Présidente de la Fédération nationale des associations au service des élèves présentant une situation de handicap (Fnaseph) (2011-17)
Organisatrice du premier Grenelle de l'intégration des jeunes handicapés dans la société (2012)
Secrétaire d'État auprès du Premier ministre Edouard Philippe, chargée des Personnes handicapées (2017-20)
Secrétaire d'État aux Personnes handicapées (depuis 2020)

obtenir. Surtout pour des acteurs venus de la société civile, avec l'ambition presque eschatologique de faire advenir un « Nouveau monde » qui s'est cependant vite heurté aux mêmes difficultés que l'Ancien.

Mais la ligne de Sophie Cluzel est claire : simplifier l'accès des personnes handicapées à l'accompagnement auquel ils ont le droit. Certains y verront une action insuffisante, en érigeant le refus de la déconjugalisation de l'AAH en symbole, mais, sur ces sujets,

quelle action ne l'est pas ? D'autres concéderont qu'arriver à épargner aux personnes handicapées des visites régulières chez leur médecin pour faire reconfrimer leur handicap est une victoire tangible pour le quotidien de centaines de milliers de Français. Tous reconnaîtront à Sophie Cluzel un engagement sans faille et une volonté inoxydable dans son ministère, qu'elle aura su rendre utile au plus grand nombre.

Christopher Baldelli

Yaël Braun-Pivet, jamais sans le sourire

Qui se cache derrière le sourire de Yaël Braun-Pivet ? En presque 40 ans de métier, j'ai rarement vu un parlementaire - pardon, une parlementaire - afficher un visage aussi avenant, qui inspire gentillesse et sympathie. Même quand elle est en difficulté, la présidente de la commission des lois de l'Assemblée nationale paraît de bonne humeur. Et c'est précisément dans l'adversité qu'elle est apparue à la lumière de l'actualité, en pleine affaire Benalla, pendant l'été 2018. Une histoire de conseiller élyséen qui se croyait tout permis, qui a mis le pouvoir exécutif sens dessus

dessous quelques mois et qui a sacrément embarrassé Yaël Braun-Pivet. Chargée de piloter une éphémère commission d'enquête pour tirer l'affaire au clair, elle a été accusée par l'opposition de ne pas faire le job. Ce n'était

pas complètement faux. C'est dire si pour elle,

nouvelle venue dans la cage aux fauves politiques comme nombre de députés macroniens, c'était mal parti. On ne donnait pas cher de sa peau. On pensait même qu'à mi-mandat, elle ne serait pas reconduite à la tête de la commission des lois.

Eh bien, on s'était trompé, la preuve : elle est aujourd'hui élue députée de l'année pour 2021. Elle n'a perdu ni son sourire ni sa bonne humeur, mais Madame la députée s'est endurcie avec l'expérience. Elle sait hausser le ton, ferrailler et même dénoncer la mauvaise foi de ses adversaires. Heureusement pour elle, car les

douze projets de loi sanitaire qu'elle a dû avaler contre le coronavirus n'ont pas été de tout repos. Surtout le dernier, qui a transformé le pass sanitaire en pass vaccinal. Pour une ancienne avocate pénaliste, cramponnée

« ...Madame la députée s'est endurcie avec l'expérience. Elle sait hausser le ton, ferrailler et même dénoncer la mauvaise foi de ses adversaires. »

aux grands principes des droits de l'homme, restreindre toujours plus les

libertés est loin d'être évident. Elle l'a fait habilement : en prétendant que c'était pour éviter des mesures encore plus coercitives. L'épisode lui a tout de même coûté ses vacances de Noël aux sports d'hiver !

De l'avis de tout le monde, Yaël Braun-Pivet est une bosseuse, « opiniâtre », ajoute Gérard Darmanin. Le ministre de l'Intérieur la voit « jouer un grand rôle dans les années à venir ». A sa place, à Beauvau ? On la verrait plutôt garde des Sceaux, en cas de réélection d'Emmanuel Macron. Cette mère de cinq enfants, qui a quitté son métier pour suivre un

SES PRÉDÉCESSEURS

2016

Thierry Solère

2017

Amélie de Montchalin

2018

Marc Fesneau

2019

Aurélien Pradié

2020

Patrick Mignola



Yaël Braun-Pivet

Née le 07/12/70

Master de droit des affaires,
mention juriste d'entreprise
Capa

Avocate au barreau des Hauts-de-Seine

Fondatrice d'une agence dans le
domaine du tourisme et les courts
séjours en chambres d'hôtes

Créatrice du centre d'accueil des

Restos du coeur à Sartrouville

Responsable nationale de l'accès
aux droits sociaux et accès à la

justice pour les Restos du Coeur

Administratrice de l'association des
Restos du Coeur des Yvelines

Élue à l'Assemblée nationale en
2017

1ère vice-présidente (2017-18 et
depuis 2021), présidente (2018-19) de
la délégation parlementaire au ren-
seignement

Députée LaREM des Yvelines

**Présidente de la commission des
lois de l'Assemblée nationale**

temps son mari à l'étranger, est éprise de justice, à un point tel qu'elle pourrait presque parfois passer pour un peu naïve. Mais, après tout, on ne fait rien de grand si on n'essaye jamais. Et Yaël Braun-Pivet essaye toujours. Ne renonce jamais. Même si cela n'aboutit pas.

Ainsi a-t-elle milité pour la création de prisons dites «ouvertes», comme au Danemark; pour l'entrée en vigueur de mesures de sûreté encadrant les terroristes ayant purgé leur peine; pour la faculté de choisir sa fin de

vie; pour la fondation d'une banque de la démocratie en faveur des candidats aux élections; pour la tenue le même jour des scrutins présidentiel et législatif... Et, last but not least, elle vient de remettre au chef de l'État 25 propositions pour une réforme globale des institutions. Elle souhaite notamment redonner du poids et du lustre au pouvoir législatif et que les projets de loi soient plus courts avec des motifs mieux définis. Toutes les causes qu'elle défend sont belles et louables, mais pas une n'a vu le jour. Ainsi va la vie politique.

Yaël Braun-Pivet ne baisse pas les bras pour autant. Elle compte bien se faire réélire en juin dans les Yvelines, dans la circonscription qu'elle a ravie en 2017 à Jacques Myard, figure historique de la droite décomplexée. Plus rien ne semble pouvoir arrêter cette femme obstinée et courageuse, cette fonceuse jamais sans le sourire, qui a pourtant reçu, début 2021, d'odieuses menaces à caractère antisémite.

Yves Thréard

Claude Malhuret, le buzz malgré lui

Il n'est pas présent sur les réseaux sociaux, il déteste les infatués à tel point que d'autres se sont parfois attribués le mérite de son travail : Claude Malhuret cultive la modestie et la discrétion. C'est donc paradoxal de le voir prendre la lumière, à soixante-dix ans, grâce à la puissance de Youtube, Facebook et Twitter.

Ces réseaux sociaux qu'il honnit - il les appelle le Fort Chabrol des agités du bocal - l'ont fait découvrir aux Français qui sont loin de la salle des conférences du Sénat et des dorures du pouvoir.

Claude Malhuret, qui n'a rien d'un geek, fait le buzz sur la toile. Ses discours, saillants, qu'il prend grand soin à écrire lui-même, étaient connus

des habitués du Sénat. L'ancien Premier ministre Edouard Philippe, lui-même caustique à ses heures, en raffolait. On a souvent vu le président Larcher réprimer un sourire sur le Plateau en écoutant Claude Malhuret comparer les discours de Socrate sur l'agora à Francis Lalanne sur Facebook.

Allergie à l'hubris

Mais la crise sanitaire et la pandémie ont popularisé les punchlines du sénateur de l'Allier. Les confinements et les

nom-
breuses
heures
passées
devant
la télé
ou les
réseaux
sociaux,
aussi.

« Claude Malhuret a développé avec les années une allergie à l'hubris des politiques, maladie répandue pour laquelle il a une immunité naturelle. »

De sa voix douce et sans jamais hausser le ton, il fait la leçon aux antivax et à ceux qui les défendent. Durant les différents confinements, les Français découvrent les débats au Parlement, et les présidents de groupe parlementaires défendre ou attaquer la politique sanitaire du Gouvernement. Jean-Luc Mélenchon, qu'il surnomme le « leader minimo » le « professeur de faculté de médecine de la Havane », est l'une de ses têtes de turcs préférées.

Nicolas Dupont-Aignan figure en bonne place. Il l'a étrillé en se moquant du FFP2 du président debout la France, porté à l'envers. Claude Malhuret a développé avec les années une allergie à l'hubris des politiques, maladie répandue pour laquelle il a une immunité naturelle.

Médecin humaniste et humanitaire

Le culte de l'hydroxychloroquine l'a fait bondir plus d'une fois, au point de lui avoir inspiré une phrase que pourrait lui envier les stars du stand-

up : « Il ne
savent
même
pas localiser
leur
vésicule
biliaire
mais ils
ont un avis
tranché

sur l'ARN messenger et sur l'hydroxychloroquine ».

Claude Malhuret sait mettre un masque à l'endroit et il en a même beaucoup portés dans sa vie. Il est médecin épidémiologiste et a créé Médecins sans frontières. Aujourd'hui l'ONG est présente partout. Mais il a fallu l'énergie de trois ou quatre médecins et chirurgiens pour structurer, en partant de rien, l'aide humanitaire là où il y en avait besoin. Il a dirigé Médecins sans frontières pendant près de dix ans, ce qui a

SES PRÉDÉCESSEURS

2016

Didier Guillaume

2017

Esther Benbassa &
Catherine Troendlé

2018

Philippe Bas

2019

Patrick Kanner

2020

Nathalie Delattre &
Jacqueline Eustache-Brinio



Claude Malhuret

Médecin - Avocat

Né le 08/03/50

Docteur en médecine

Épidémiologiste en Inde pour l'OMS (1975)

Coordinateur des équipes médicales de Médecins sans frontières (MSF) dans un camps de réfugiés cambodgiens en Thaïlande (1976-77)

Président de MSF (1978-86)

Cofondateur et président de la Fondation Libertés sans frontières (1984-86)

Secrétaire d'État aux Droits de l'homme (1986-88)

Maire de Vichy (1989-2017)

Député européen (1989-93)

Député de l'Allier (1993-97)

Président (1997-2001 et 2014-17) et vice-président (2001-14) du district de l'agglomération vichyssoise, devenu communauté d'agglomération de Vichy Communauté

PDG de Doctissimo.fr, portail internet sur la santé destiné au grand public (2000-02)

Conseiller régional d'Auvergne (2004-14)

*Ancien président du conseil de surveillance du groupe Medidep
Secrétaire national de l'UMP, chargé de la coopération et du développement (2002-04), puis des relations avec le monde associatif (2004-08)*

Directeur du Développement éthique de Medidep, devenu Korian (2006-14)

Président de la fédération UMP (2007-15), puis Les Républicains (2015-17) de l'Allier

Sénateur Les Indépendants-République et territoires de l'Allier

Élu au Sénat en 2014 et 2020

Président du groupe Les Indépendants-République et territoires du Sénat

Membre de la commission des Affaires économiques du Sénat

Vice-président d'Agir (depuis 2017)

Membre du parti Horizons

provoqué le départ de Bernard Kouchner, plus médiatique que lui. Leur rupture n'est pas seulement politique : ils n'étaient pas en phase sur la stratégie de l'ONG. Tous deux ont malgré tout été ministres dans des gouvernements de droite. Kouchner à la Santé sous Sarkozy et Malhuret secrétaire d'État aux Droits de l'Homme de 1986 à 1988 dans le Gouvernement de cohabitation de Jacques Chirac.

Sénateur libre

Cet élu non expansif, maire de Vichy durant vingt-cinq ans, a eu plusieurs vies et il assume. Médecin, humanitaire, fondateur de la plateforme Doctissimo, élu local, député, député européen.

Désormais sénateur de l'Allier, il est le président du petit groupe Les Indépendants au Sénat. Un groupe qui défend une ligne européenne, libérale et humaniste, soutien d'Emmanuel Macron mais dans la majorité de Gérard Larcher.

Certains diraient que c'est de l'équibrisme politique. Lui, met en avant sa liberté. C'est cette valeur qui a guidé cette personnalité singulière, dans son travail de médecin ou dans la ligne politique qu'il défend.

Au groupe Les Indépendants au Sénat, il n'y a pas de consigne de vote. Chacun vote librement mais défend les mêmes principes.

Claude Malhuret, homme de droite modérée, est avant tout un centriste dans l'âme. Il a d'abord été de gauche tendance Rocard, et soixante-huitard, avant d'être séduit par le centre droit. « Modéré », il rejette sans modération tous les extrêmes, de gauche comme de droite. Il fait d'ailleurs partie des fondateurs du parti « Agir », fondé par d'anciens élus de droite soucieux de la réussite de la présidence d'Emmanuel Macron.

Libre de soutenir ou de critiquer : c'est finalement une valeur très sénatoriale. Le Palais du Luxembourg est jaloux de son ADN : celui de ne pas être aligné par principe avec le pouvoir en place, d'être un espace de liberté où la mesure l'emporte toujours sur les excès. En cela, Claude Malhuret représente parfaitement le Sénat.

Nathalie Mauret

Sandrine Rousseau

Une révélation pour tout le monde ?

Révélation politique de l'année 2021... Vous l'êtes assurément Sandrine Rousseau. Révélation d'abord pour le grand public qui, au gré de vos sorties politiques et... de vos sorties de route, a découvert un écoféminisme militant que vous revendiquez avec une radicalité bien assumée comme lorsque vous dites : (je cite) « Le corps des femmes, le corps des racisés, nous le prenons, nous l'utilisons et nous le jetons. Nous ne voulons plus de ça, pour cela il faut du courage politique. Et du courage, j'en ai », affirmez-vous. « De la colère, j'en suis remplie. De la radicalité, j'en suis pétrie ». Bref, vous assumez tout Sandrine Rousseau. Intersectionnalité, wokisme et antiracisme, ce pourrait être la devise de votre République. La question est alors de savoir si votre radicalité est un argument marketing ou s'il s'agit d'une véritable conviction et manière d'être et de faire ?

Pour le savoir, il suffit d'écouter... vos amis, les écologistes. Et assurément, de leur côté aussi, vous avez été une sacrée révélation de la primaire, Sandrine Rousseau. Voir la tête de Yannick Jadot dans ce train il y a quelques

semaines où vous avez passé trois heures côte à côte dans le but de mettre en scène votre entente, suffit à se rendre compte qu'entre vous et lui, il y a bien 50 nuances de radicalité. On se demande même ce qui pourrait vous unir ?

« Intersectionnalité, wokisme et antiracisme, ce pourrait être la devise de votre République. »

Même pas un repas où vous seriez capable de lui reprocher de boire un p'tit verre de vin avec un peu de sauciflard et pire, de servir une bonne viande bien de chez nous. Honte à lui ! Yannick Jadot pourrait alors subir le même procès que l'autre extrémiste de droite bien connu, celui qui met en avant une vision rance de la France, celui qui ose parler avec des mots qui fleurent bon la nostalgie, qui ose vanter la gastronomie française, celui qu'une partie de la gauche a transformé en Zemmour du parti communiste, un facho bien connu, Fabien Roussel. Bref, une révélation vous

l'êtes assurément pour la gauche. Et pour certains, ça s'est fait dans la douleur.

Reste enfin la révélation que vous êtes pour les journalistes. Pardonnez-moi à l'avance de parler un peu de moi Sandrine Rousseau. Mais, vous devez vous en souvenir, nous avons eu un face-à-face sur Europe 1 un brin tendu. En vous interviewant, en vous regardant, je me remémorais cette phrase bien connue : « Je ne suis pas d'accord avec ce que vous dites, mais je me battrais jusqu'au bout pour que vous ayez le droit de le dire ». C'est aussi pour cette raison que j'ai voté pour vous en tant que révélation politique de l'année. Mais une fois le vote scellé, un doute m'a envahi. Et si c'était l'inverse, auriez-vous voté pour quelqu'un dont vous ne partagez pas les idées ? Malgré votre radicalité, j'ai la faiblesse et sans doute la grande naïveté de croire que oui. Ce sera alors une vraie révélation

Sonia Mabrouk



Sandrine Rousseau

Docteure en économie

Née le 8 mars 1972

Spécialiste de l'économie de l'environnement, des emplois domestiques et de la responsabilité sociale des entreprises

Enseignante-chercheuse, maître de conférence et vice-présidente à l'université de Lille, en charge de l'égalité femmes-hommes, de la vie du campus et du développement durable

Présidente de la Conférence permanente des chargé(e)s de mission Égalité et diversité (CPED)

Fondatrice d'En parler, association d'entraide et d'accompagnement de victimes sexuelles

Conseillère régionale du Nord-Pas-de-Calais (2010-15)

1ère vice-présidente de la commission Formation permanente du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais (2010-11)

10ème vice-présidente du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais (2010-15)

Membre de la commission Jeunesse et Sports du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais (2011-15)

Porte-parole (2013-16), puis secrétaire nationale adjointe (2016-17)

d'Europe Écologie-Les Verts (EELV) Candidate à la Primaire de l'écologie en vue de l'élection présidentielle de 2022 (2021)

Présidente du conseil politique de la campagne de Yannick Jadot, candidat écologiste à l'élection présidentielle de 2022

SES PRÉDÉCESSEURS

2016

Emmanuel Macron

2017

Christophe Castaner

2018

Marlène Schiappa

2019

Emmanuelle Wargon

2020

Eric Dupond-Moretti

Carole Delga

Une réélection en forme de consécration

Après un parcours électoral sans faute depuis la conquête de sa première écharpe de maire en 2008, l'année dernière a été celle de la consécration pour Carole Delga. En juin 2021, la présidente de la région Occitanie n'a pas seulement été réélue. Elle l'a été avec le meilleur score toutes régions confondues, alors que Valérie Pécresse, Laurent Wauquiez ou encore Xavier Bertrand, briguaient le titre de président de région sortant le mieux réélu. Sa liste a obtenu 57,7 % des voix. Une performance saluée par le président de la région Auvergne-Rhône-Alpes sur France Bleu : « Carole Delga est une grande présidente de région. C'est quelqu'un qui dit ce qu'elle fait, qui fait ce qu'elle dit. » Signe de consécration supplémentaire, le mois suivant, elle est élue présidente de la puissante Association des régions de France.

De Martres-Tolosane, la commune de son enfance, dont elle devient maire à 36 ans, au Gouvernement Valls, sous la présidence de François Hollande, l'élue socialiste, fonctionnaire territoriale de profession, a conquis tous les

mandats. Maire, vice-présidente du Conseil régional de Midi-Pyrénées, députée de Haute-Garonne, présidente de la région Occitanie... C'est d'ailleurs pour se lancer à la conquête de cette région qu'elle annonce, elle-même, en mars 2015, son intention de

« Un ancrage local allié à un sens politique, fait de pragmatisme et de convictions, qui lui ont permis de bâtir son ascension. »

démissionner de sa fonction de secrétaire d'État déléguée au Commerce, à l'Artisanat, à la Consommation et de l'Économie sociale et solidaire. Pari gagnant. Sa liste l'emporte avec 44,8 % des suffrages. Et elle devient la première présidente de la nouvelle région Occitanie. Après son élection Carole Delga met en œuvre la fusion entre Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon. Une grande région composée de treize départements et six millions d'habitants.

Son territoire au cœur, à 50 ans, la pré-

sidente de région vit toujours à Martres-Tolosane. « C'est une des leçons de mon année ministérielle. Quand j'étais secrétaire d'État, j'avais l'obligation de séjourner à Bercy, et quand j'ai démissionné, je me suis dit plus jamais ça, (...) parce que cela vous enferme complètement dans des lieux de pouvoir. Le soir, quand je rentre dans mon village et que je vois mon clocher, je me dis que je peux enlever l'armure et être moi. (...) Mes voisins ne me parlent jamais de politique, on parle de la chaudière à mazout, des taupes, de la vie, ça me connecte et ça me permet, je pense, de faire des politiques bien adaptées, ce qui, je crois, a été reconnu : je pars des problèmes du réel », confie-t-elle à France Culture en septembre 2021.

Un ancrage local allié à un sens politique, fait de pragmatisme et de convictions, qui lui ont permis de bâtir son ascension. En Occitanie, après son élection en 2015, elle dirige la région en s'appuyant sur une large union de la gauche (PS, PRG, EELV, PCF). En 2021, elle enrôle des écologistes sur sa liste, mais ne renouvelle pas son alliance de second tour avec



Carole Delga

Cadre territoriale

Née le 19/08/71

Attachée en charge des monuments historiques et archéologiques à la Ville de Limoges (1994-96)

Chargée de mission auprès de Dominique Manent, président de trois syndicats (1996-98)

Directrice générale des Services au Syndicat des eaux de la Barousse, du Comminges et de la Save (1998-2005)

Directrice adjointe chargée de l'aménagement du territoire (2005-07), puis chargée de mission auprès du directeur général adjoint chargé du pôle Aménagement du territoire, développement économique et développement durable (2007-08) du conseil régional de Midi-Pyrénées

Maire (2008-14), puis 1ère adjointe au maire (2014-16) de Martres-Tolosane

Ancienne vice-présidente de la communauté de communes du canton de Cazères-sur-Garonne

Conseillère régionale (2010-13) et vice-présidente (2010-12) du conseil régional de Midi-Pyrénées

Députée de la Haute-Garonne (2012-14 et 2015-17)

Membre de la commission de la Défense nationale et des Forces armées de l'Assemblée nationale (2015-17)

Secrétaire nationale du PS, en charge du logement et de l'égalité des territoires (2012-14), puis de la ruralité et de l'agriculture (depuis 2014)

Secrétaire d'État au Commerce, à l'Artisanat, à la Consommation et à l'Économie sociale et solidaire (2014-15)

Vice-présidente de l'Association des régions de France, devenue Régions de France (2016-21)

Présidente de l'Association des régions de France depuis 2021

Présidente de N'PY La Compagnie des Pyrénées (depuis oct. 2021)

Présidente du conseil régional d'Occitanie (depuis 2016)

la liste d'Europe Écologie - Les Verts, opposée à des projets d'infrastructures de transports stratégiques pour la région. A l'Association des régions de France, où gauche et droite sont à égalité avec huit régions chacune sur un total de dix-huit, elle place l'intérêt des territoires au-dessus des clivages partisans. « Nos différences sont un atout. Nous sommes unis dans la diversité », insiste-t-elle, citée par Le Figaro en juillet 2021, alors qu'à mi-mandat, dans trois ans, le président de la région Normandie, Hervé Morin, prendra le relais à la tête de l'ARF. En avril 2021, dans Le nouvel Économiste, elle déclare à propos de sa fonction de présidente de région : « Je pense que j'ai plus de pouvoir qu'un ministre même si la France reste une République centralisée, malheureusement. » Au nom de l'ARF,

elle plaide donc en faveur d'une « nouvelle décentralisation ».

Pour l'élection présidentielle, c'est la fidélité à sa famille politique et à sa candidate, Anne Hidalgo, qui l'emporte sans hésitation. Le 12 décembre dernier, alors que la maire de Paris est en meeting à Perpignan, un lapsus en dit cependant long sur la place qu'occupe désormais Carole Delga dans l'esprit de certains de ses camarades. Ce jour-là, la présidente du Conseil départemental des Pyrénées-Orientales, Hermeline Malherbe, termine son discours devant la candidate du PS et la présidente de la région assises côte à côte au premier rang : « Chers amis, avant de conclure cet accueil de notre candidate Carole Delga... ». Silence, puis rectification : « Vous l'avez cru ? De notre candidate

Anne Hidalgo ! ». L'avenir dira si Carole Delga choisit de faire rimer consécration locale et ambition nationale.

Ludovic Fau

LES PRÉDÉCESSEURS

2017

Gilles Simeoni

2018

**François Baroin
Dominique Bussereau
Hervé Morin**

2019

Catherine Arenou

2020

Michaël Delafosse

Stéphane Séjourné

La mue strasbourgeoise d'un apparatchik

Le 19 janvier 2022 restera une date particulière dans la carrière de Stéphane Séjourné. La France, depuis quelques jours, a pris la présidence de l'Union européenne. Emmanuel Macron est au Parlement européen afin de présenter ses priorités. Depuis des mois, Stéphane Séjourné a préparé cette venue : dès l'automne, il a fait en sorte que le règlement soit modifié afin que le chef de l'État puisse répondre dans la foulée de chaque interpellation, à l'instar de ce qui se passe à l'Assemblée nationale lors des séances de questions au Gouvernement.

Pour lui, c'est aussi un sacré clin d'œil de l'Histoire. D'un président à l'autre... C'est en tant que nouveau patron du groupe Renew qu'il accueille celui qu'il a tant épaulé lors de sa conquête présidentielle de 2017.

Stéphane Séjourné a été élu à ce poste le 19 octobre précédent. A la surprise générale, le roumain Dacian Ciolos a décidé d'en démissionner un mois plus tôt. A 36 ans, le macroniste accède à une place stratégique au sein du Parlement européen. Avec ses 101 élus issus de 40 formations et de 23 États membres, Renew en est la troisième force et la charnière indispensable pour toute majorité. Ce n'est

pas si fréquent : à Strasbourg, un Français est au cœur du système. « C'est un homme clé du Parlement. Rien ne se fait sans lui », assure le député européen Gilles Boyer, chiffres à l'appui : Renew est le

« Ce n'est pas si fréquent : à Strasbourg, un Français est au cœur du système. "C'est un homme clé du Parlement. Rien ne se fait sans lui" »

groupe qui dans l'hémicycle a le pourcentage de succès dans les votes le plus élevé.

Ce printemps 2022, une mission claire a été assignée à Stéphane Séjourné : mettre sur pied une majorité au sein du Parlement européen qui permettra de faire aboutir les différents projets du chef de l'État. Initialement, le macroniste historique s'en imaginait une autre : être un rouage incontournable de la campagne de réélection de celui-ci.

Entre eux, cela a commencé en 2014. Emmanuel Macron devient ministre de l'Économie du Gouvernement Valls. Stéphane Séjourné, conseiller depuis 2012 au sein de l'équipe de Jean-Paul Huchon à la présidence de la région Ile-de-France, lui envoie une

note où il dresse un état des lieux sans fard du Parti socialiste. Le jeune homme sait de quoi il parle : il y est encarté depuis ses 17 ans. L'ancien secrétaire général adjoint de François Hollande la juge convaincante.

Stéphane Séjourné intègre son cabinet. Il est chargé des relations avec les élus. En la matière, tout est à faire ; Emmanuel Macron est un voyageur sans bagage. L'aventure commence. Elle se terminera à l'Élysée pour l'un comme pour l'autre. En avril 2017, Stéphane Séjourné devient conseiller politique du nouveau chef de l'État.

La politique, Stéphane Séjourné l'a toujours eue dans la peau. En 2006, il est étudiant en droit à Poitiers. Avec

LES PRÉDÉCESSEURS

2014
Matteo Renzi

2015
Alexis Tsipras

2016
Federica Mogherini

2019
Christine Lagarde &
Ursula von der Leyen

2020
Angela Merkel



Stéphane Séjourné

Né le 26/03/85

Master de droit international et européen et de commerce international à l'université de Grenade (Espagne)

Master professionnel de droit des marchés publics et des partenariats public-privé

Collaborateur parlementaire de Catherine Coutelle, députée de la Vienne (2007-09)

Responsable des relations extérieures de l'Alliance 7, fédération de syndicats professionnels du secteur des produits de l'épicerie et de la nutrition spécialisée (2011-12)

Conseiller spécial auprès de Jean-Paul Huchon, président du conseil régional d'Île-de-France (2012-14)

Conseiller parlementaire au cabinet d'Emmanuel Macron, ministre de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique (2014-16)

Conseiller politique d'Emmanuel Macron au sein du mouvement En Marche ! (sept. 2016-mai 2017)

Conseiller politique à la présidence de la République (2017-19)

Député français (Renew Europe) au Parlement européen

Élu au Parlement européen en 2019

Président de la délégation française du groupe Renew Europe (2019-21)

Président du groupe Renew Europe du Parlement européen (depuis 2021)

Membre de la commission des affaires juridiques du Parlement européen

Président de la délégation pour les relations avec le Mercosur du Parlement européen

Membre de la commission spéciale sur l'intelligence artificielle à l'ère du numérique

Membre de la délégation à l'Assemblée parlementaire euro-latino-américaine du Parlement européen

ses potes de l'Unef, du PS, il est en première ligne du combat contre le CPE de Dominique de Villepin. Des amitiés dont on reparlera beaucoup par la suite se forment : Guillaume Chiche, Pierre Person, Sacha Houlié, Aurélien Taché... La « bande de Poitiers » est née. En 2017, à la différence de Stéphane Séjourné, tous seront députés En Marche et incarneront l'aile gauche de la majorité. En coulisses, leur pote a beaucoup œuvré en faveur de leurs investitures : il a toujours aimé la carte électorale et les tractations d'appareils. Dans la perspective de la présidentielle de 2012, il a fait partie de l'équipe autour de Dominique Strauss-Kahn.

En 2019, Stéphane Séjourné prend un virage. Lui qui a grandi entre l'Espagne, le Mexique et l'Argentine va s'éloigner de Paris : il devient le directeur de campagne de la liste macroniste aux européennes. C'est la première élection du quinquennat. Avec 22,4 % des voix, la majorité s'en sort mieux que prévu. A Strasbourg, le trentenaire devient chef de la délégation française au sein de Renew, un nouveau groupe centriste. C'est déjà une place qui compte : les élus français y sont les plus nombreux ; ils font donc pencher la balance dans un groupe qui fait lui-même pencher la balance alors que PSE et PPE avaient l'habitude de faire leur cuisine entre eux.

Un temps, il combine ses fonctions avec celle de conseiller politique à l'Élysée, aux côtés du député des Hauts-de-Seine, Thierry Solère. Le premier est chargé des élus de gauche ; le second de ceux de droite. A l'été 2020, on lui murmure à l'oreille de se préparer à prendre les commandes de LaREM. Cela ne se fera pas et c'est à Strasbourg que Stéphane Séjourné jouera les premiers rôles. « C'est un homme d'appareil qui devient un homme politique, observe l'un de ceux qui l'a côtoyé à l'Élysée. Cette mue passera finalement par l'Europe, même si en 2019, il ne pensait sans doute pas s'y installer. » Et la présidence française de l'UE sera un moyen supplémentaire pour lui de peser encore davantage.

Ludovic Vigogne

LE TROMBINOSCOPE

Le site professionnel du monde politique

www.trombinoscope.com

- Accès à la totalité de la base de données pendant 1 an
- Rapidité d'accès aux informations
- Recherche multicritère
- Information en temps réel
- Téléchargement de fichiers

Institutions
Nationales



Institutions
Locales



Institutions
Européennes



Institutions
de la santé



Toutes les données éditées
dans les annuaires
du Trombinoscope.

Les 25 000 plus importantes
personnalités des institutions
françaises et européennes.

Avec une mise à jour
quotidienne, sont prises
en compte toutes les
élections, nominations
ou démissions récentes.

Boutique et services en ligne sur
www.trombinoscope.com

L'ÉQUIPE DU TROMBINOSCOPE



François-Xavier d'Aillières
Éditeur
fxdaillieres@trombinoscope.com

RÉDACTION



Sylvain Ragot
Documentaliste
sragot@trombinoscope.com



Isabelle Hay
Documentaliste
ihay@trombinoscope.com

PUBLICITÉ



Delphine Léguillon
Directrice de clientèle
dleguillon@trombinoscope.com

© 2022 Le Trombinoscope

Une participation de DODS PLC

504 867 789 RCS Nanterre

Tour Voltaire • 1 place des Degrés

CS 80235 Puteaux • 92059 Paris La Défense cedex

Tél : 01 55 62 68 75

Site Internet : www.trombinoscope.com

ISBN 979-10-95832-52-2

Dépôt légal : 1er trimestre 2022

Imprimé par Printcorp

Félix Colin (+), fondateur du Trombinoscope

CRÉDITS PHOTOGRAPHIQUES

Ade Adjou, Assemblée nationale, Tay Calenda, European Union 2019, EL01, Ferrer Fabien, David Niviere, Romain Saada, Région Île-de-France, Sénat



Chez Françoise

Maison fondée en 1949

Aérogare des invalides

F-75007 Paris - France

Tél. : +33 (0)1 47 05 49 03

Ouvert tous les jours de 12h à 15h et de 19h à 0h00

Métro Invalides (Ligne 8,13), RER C

E-Mail : info@chezfrancoise.com - Web : <http://chezfrancoise.com>

**UN REPAS D'AFFAIRES, BESOIN D'ESPACES INTIMES, DE DISCRETION... OU UN MOMENT DE
DETENTE EN FAMILLE, UN GROUPE A ACCUEILLIR.**

CHEZ FRANCOISE EST LE LIEU IDEAL

Profitez d'une cuisine traditionnelle française dans un cadre cossu, au cœur de Paris,
sous l'aérogare des Invalides.



LA SALLE DE RESTAURANT



**LE SALON DES PREMIERS
MINISTRES**



LA TERRASSE



LA SALLE DE RESTAURANT

TOUS LES JOURS DE LA SEMAINE MIDI ET SOIR

MENU PARLEMENTAIRE A 38 € TTC

(1 entrée + 1 plat + 1 dessert)

MENU BONNE CONSCIENCE A 30 € TTC

(1 entrée + 1 plat ou 1 plat + 1 dessert)



LA COLLECTION DU TROMBINOSCOPE

**TOUTE L'INFORMATION
POLITIQUE PROFESSIONNELLE**

**BASE DE DONNÉES DE
20 000 NOMS**

- ➔ Biographies
- ➔ Photos
- ➔ Organigrammes
- ➔ Fonctions
- ➔ Attributions

**COORDONNÉES DES ÉLUS
ET DES DÉCIDEURS
EN FRANCE ET EN EUROPE**

www.trombinoscope.com